

Nous avons appris avec surprise les mesures prises par le gouvernement.

Contrairement aux recommandations de l'Académie de Médecine, du Conseil Scientifique, à l'inverse du consensus international (Chine, Corée, CDC...), et en contradiction avec notre propre analyse – d'ailleurs confirmée par les données les plus récentes – le gouvernement a décidé de ne pas rendre obligatoire le masque dans le domaine public.

Or les pays qui ont adopté le port généralisé du masque, industriel ou fait maison, ont *tous* maîtrisé l'épidémie.

Nous sommes en désaccord avec le plan sur le port du masque tel qu'annoncé pour les raisons suivantes :

### **1. Les mesures du gouvernement ne concernent les Français qu'à la marge et ne sont donc pas dans l'intérêt général**

- D'après l'INSEE, avant crise, le pourcentage des actifs allant travailler en transport en commun n'était que de 17 % (*source* : [INSEE](#)). Il sera certainement très inférieur à ce chiffre en mai et tant que la pandémie durera, en raison de l'augmentation du télétravail et de la transition vers d'autres modes de transports individuels ou alternatifs, pour ceux qui ont le choix.
- Dans l'éducation nationale (écoles, collèges et leurs enseignants), une estimation très large montre que moins de 10 % des Français seront concernés.

Au total, les mesures annoncées d'obligation du port de masque ne concernent qu'une petite frange de la population, ne protègent pas les plus fragiles et auront un impact limité sur la propagation de la pandémie. Le port du masque n'a d'impact important que lorsque porté par tous.

### **2. La situation demande davantage de détermination**

- les commerçants sont placés devant un choix anxiogène : refuser les clients qui ne portent pas de masque ou bien mettre en danger potentiellement mortel leurs clients et employés ; c'est à l'État de prendre ces décisions, pas aux commerçants, fragilisés économiquement et sans accès aux informations nécessaires à la décision
- les consommateurs sont aussi placés devant un choix anxiogène sur l'utilisation du masque dans les commerces quand le commerce ne l'imposera pas. Il n'est pas juste de demander au consommateur de décider.
- les citoyens sont aussi placés devant un choix anxiogène sur l'utilisation du masque dans les espaces publics quand celui-ci n'est que recommandé. Il n'est pas juste de demander au citoyen de décider.

La mesure de limitation à 80 km/h a été imposée avec détermination pour sauver, sans aucune garantie de résultat, quelques centaines de vies.

Le port du masque, qui sauverait avec quasi-certitude des milliers voire dizaines de milliers de vies et aurait des effets économiques positifs considérables, s'impose de façon encore supérieure.

### **3. Les mesures ont besoin de davantage de cohérence pour être comprises**

- Dans le discours du Premier Ministre, le port du masque est implicitement entendu comme utile. Il est donc incohérent de ne pas le rendre obligatoire pour tous et pour toute sortie
- L'État fait appel d'une part à la responsabilité des maires (et préfets) pour contribuer à une sortie réussie du confinement. Par son ministre de l'intérieur et ses préfets, elle s'assure d'autre part que les maires ne pourront pas imposer un port du masque dans les espaces publics de leurs communes.

Devant ces incohérences, il est difficile aux individus de comprendre le bien fondé des mesures, autant sur les masques que, par conséquence, sur les autres mesures.

**Les pouvoirs publics ont le devoir de prendre une décision claire.**

**Il est maintenant démontré et reconnu que le port du masque est un facteur déterminant dans le contrôle de l'épidémie, il faut donc le généraliser comme dans beaucoup d'autres pays.**

Nous avons donc décidé de poursuivre et d'accentuer notre mouvement.

Nous allons étudier les actions de toutes natures qui peuvent accélérer l'application de l'obligation du port du masque dans les lieux publics et de représenter les 80 % de Français ([source](#)) qui sont pour.

Nous savons que nous y viendrons tôt ou tard. Les hésitations ont déjà coûté trop cher et nous ne pouvons nous permettre d'attendre, tant pour des raisons sanitaires qu'économiques.

L'histoire montre que les Français sont disciplinés et soutiennent des mesures de bon sens quand les pouvoirs publics font preuve d'intérêt général, de courage et de cohérence dans leur communication.

*La Kes 81, le 30 avril 2020.*